

Mai 2016

Position Paper IV

Coopérer pour faire face aux dangers au Moyen-Orient

Task Force on Cooperation in Greater Europe

Pourquoi ce Groupe de travail

Ce Groupe de travail a pour objectif d'avancer des propositions visant à permettre à tous les pays de la région de rompre définitivement avec l'héritage coûteux de la Guerre froide et à relever les défis politiques, économiques et de sécurité du 21^e siècle.

Ce Groupe de travail examine les causes actuelles de tension entre les pays et les acteurs clés de la région, dans le but de renforcer la confiance entre eux, et de convaincre les pays européens de coopérer dans des actions concrètes allant dans ce sens.

Le Groupe de travail comprend European Leadership Network (ELN), Russian Council on International Affairs (RIAC), Polish Institute of International Affairs (PISM), et International Strategic Research Organisation in Ankara (USAK). Le travail de ce Groupe est rendu possible grâce au généreux soutien financier de la Carnegie Corporation of New York et de Nuclear Threat Initiative (NTI).

Adam Daniel Rotfeld,	ancien ministre des Affaires étrangères, (Pologne) (co-président de la Task Force);
Igor S. Ivanov,	ancien ministre des Affaires étrangères, Président du Russian International Affairs Council, membre correspondant de la Russian Academy of Sciences (Russie) (co-président de la Task Force);
Des Browne,	ancien secrétaire d'Etat à la Défense (RU) (co-président de la Task Force);
Özdem Sanberk,	Directeur du International Strategic Research ncien sous-secrétaire du Ministre des Affaires étrangères, (Turquie) (co-président de la Task Force);
Ana Palacio,	ancienne ministre des Affaires étrangères (Espagne);
Paul Quilès,	ancien Ministre de la défense (France);
Hervé Morin,	ancien Ministre de la défense et Président du parti le Nouveau Centre (France);
Malcolm Rifkind,	ancien Secrétaire aux affaires étrangères et à la défense (RU);
Volker Ruehe,	ancien Ministre de la défense, (Allemagne);
Vitaly V. Zhurkin,	Directeur Emérite du RAS Institute of Europe, membre de droit du RAS (Russie);

Tarja Cronberg,	ancienne députée du Parlement Européen et ancien Directrice du Copenhagen Peace Research Institute (Finlande);
Tony Brenton,	ancien Ambassadeur en Russie (UK);
Borys Tarasyuk,	ancien Ministre des Affaires étrangères (Ukraine);
Vyacheslav I. Trubnikov,	ancien Directeur du Russian Foreign Intelligence, Général d'armée (à la retraite), Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la Fédération de Russie (Russie);
Igor Yu. Yurgens,	Président du conseil de l'Institute of Contemporary Development, Vice Président de la Russian Union of Industrialists and Entrepreneurs (Russie);
Anatoliy Adamishin,	ancien ministre des Affaires étrangères et Ambassadeur au Royaume Uni, Président de l'Association of Euro-Atlantic Cooperation, et Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la Fédération de Russie (Russie);
Ruslan S. Grinberg,	Directeur du RAS Institute of Economics, membre correspondant de l'Académie des Sciences russes (Russie);
Alexei Gromyko,	Directeur de l'Institute of Europe of the Russian Academy of Sciences (IE RAS) (Russie);
Anatoliy Torkunov,	Recteur de la Moscow State Institute of International Relations of the RF MFA, membre de droit du RAS, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la Fédération de Russie (Russie);
Georgy Mamedov,	ancien Ambassadeur au Canada et ancien conseiller à Président Poutine (Russie);
Mikhail Margelov,	Vice-Président de Transneft et ancien Président de la Commission des Affaires Étrangères du Conseil de la Fédération (Russie);
Hikmet Cetin,	ancien ministre des Affaires étrangères (Turquie);
Pierre Lellouche,	ancien secrétaire d'État chargé des Affaires européennes et du Commerce extérieur (France).

Coopérer pour faire face aux menaces au Moyen-Orient

4 Mai 2016

Le contexte

Une grande partie du Moyen-Orient s'est effondrée dans un état de violence, de chaos et de division, causant des souffrances humaines inimaginables. Nous faisons face maintenant à une situation très mouvante et très dangereuse au Moyen-Orient, avec d'une part la perspective d'une instabilité encore plus grande, et d'autre part avec l'espoir d'une certaine amélioration, consécutive à une pause dans la guerre civile syrienne.

Au cours de nos dernières réunions à Moscou, à Londres et à Ankara, les membres de ce groupe de travail se sont engagés dans des discussions de fond, souvent intenses sur la situation dans la région.¹ Dans de nombreux cas, nous avons exprimé et continuons d'avoir des opinions divergentes en ce qui concerne l'évaluation des développements sur le terrain et des politiques des acteurs régionaux et extérieurs. On ne peut ignorer les différences de points de vue entre les Etats, voire leur incompatibilité.

Voici quelques points en cours de discussion :

- La responsabilité du président Assad, de l'opposition et des acteurs extérieurs sur le déclenchement et la poursuite du conflit syrien;
- Ce que devraient être les caractéristiques d'une direction politique syrienne post conflictuelle;
- Les questions plus larges de ce qui devrait être les fondements solides de l'ordre régional au Moyen-Orient.

Agenda pour une coopération

Nous considérons que la situation est trop grave pour se concentrer uniquement sur les facteurs de division. Nous tenons donc à proposer un programme de coopération constructif, basé sur nos analyses communes de la situation.

Sans doute plus important encore, nous partageons l'opinion que la crise au Moyen-Orient et les risques émanant de la région représentent une grave menace pour tous nos Etats et toutes nos sociétés. Le débordement de l'instabilité régionale en Eurasie et au-delà est déjà un fait. Nous sommes affectés par les conséquences des guerres civiles dans la région, par l'effondrement de certains Etats et par l'affaiblissement global du système régional basé sur l'Etat. Nous sommes confrontés à des mouvements migratoires massifs,

à une augmentation du radicalisme et des tensions sectaires, et à la menace croissante du terrorisme, dus aux opérations de Daesh² et de ses filiales, mais aussi à d'autres organisations, comme le PKK.

1- Les rapports des quatre groupes de réflexion ont été communiqués aux membres du Groupe de travail.

Nous sommes également d'accord en ce qui concerne **l'urgence de mettre en oeuvre une diplomatie multilatérale pour lutter contre la crise du Moyen-Orient**. La résolution de la crise nucléaire iranienne est un bon exemple pour une telle approche. Les politiques menées dans la région jusqu'à présent par tous les acteurs extérieurs n'ont pas été basées sur une large coopération entre les parties prenantes les plus importantes et elles n'ont pas, par conséquent, apporté des résultats positifs.

Au cours de notre travail, nous avons été en mesure d'identifier trois domaines spécifiques où - malgré nos différences - nous pensons que les pays proche de l'Europe y compris la Turquie et la Russie devraient coopérer sur la base de leurs intérêts communs. Ces trois questions et nos recommandations pour travailler ensemble sont présentées plus en détail ci-dessous.

1. Éviter un conflit interétatique en Syrie

Selon le dernier rapport d'enquête sur la Syrie de la Commission internationale indépendante, mandatée par l'ONU, le conflit a évolué en une "guerre par procuration pluridimensionnelle dirigée de l'étranger par un réseau complexe d'alliances".³ Ces derniers mois cependant le danger de cette guerre par procuration de se transformer en un conflit interétatique direct a augmenté. Plusieurs acteurs extérieurs ont intensifié leur implication dans et autour de la Syrie en réponse à ce qu'ils perçoivent comme des menaces à leurs intérêts nationaux fondamentaux. La destruction de l'avion russe Su-24 par la Turquie en novembre 2015 a montré qu'une confrontation directe n'est plus inconcevable, même si les couts peuvent être potentiellement catastrophiques.

Nous avons noté que le cessez le feu - conjointement décrété par les États-Unis et la Russie et suivi par l'annonce par le Président russe du 14 mars de la diminution de la présence militaire de ses forces en Syrie - diminuait les risques de conflit involontaire.

Nous soulignons qu'il existe encore des dangers importants concernant la Syrie. Un certain nombre d'États semblent croire qu'ils peuvent mener en Syrie des actions unilatérales sans concertation, tout en s'abstenant d'une confrontation réelle. Cette opinion s'est révélée erronée. Ainsi, dans la réalité de la guerre civile syrienne, les États impliqués exercent un contrôle limité sur les activités de leurs alliés, de leurs partenaires et autres acteurs : certains d'entre eux peuvent avoir un intérêt à pousser leurs commanditaires vers une confrontation entre États. Enfin il y a le danger qu'un accident, incident militaire ou action non autorisée, suscite un conflit, notamment en raison de l'absence de canaux de communication efficaces.

2 Acronyme de l'Etat islamique en Irak et Al-Sham, aussi appelé ISIS ou EI.

3 Report of the Independent International Commission of Inquiry on the Syrian Arab Republic, *OHCHR*, 11 February 2016, <http://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/CoISyria/A-HRC-31-68.pdf>

Nous appelons tous les États concernés à procéder à la plus grande prudence et à éviter toute action agressive qui pourraient être interprétée comme une attaque directe sur d'autres États ou sur leur personnel. En cas d'incidents, nous exhortons des contacts directs entre les dirigeants, les bureaucraties et les militaires pour éviter une nouvelle escalade, ainsi qu'une saisine rapide du Conseil de sécurité des Nations Unies comme étant le principal organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationale.

Les développements de la situation en Syrie confirment et renforcent les arguments présentés dans notre précédente prise de position,⁴ et notre préconisation de **travailler sur un protocole d'accord entre l'OTAN et la Fédération de Russie** qui définirait les règles de comportement lors de rencontre aérienne et maritime.

Enfin, nous croyons que **la diminution des tensions entre la Turquie et la Russie**, ouvrant la voie à la reprise de la coopération bilatérale, aurait un impact positif sur la situation. Nous exhortons les dirigeants politiques des deux pays à œuvrer à cette réconciliation.

2. Se reconcentrer sur la lutte contre Daesh et prévenir sa réapparition

Nous déplorons la sauvagerie de Daesh en Syrie, en Irak et dans d'autres zones du Moyen-Orient et notons que nos propres citoyens ont été la cible d'attentats terroristes liés à Daesh, en particulier ceux à Ankara, à Paris, à Istanbul, à Bruxelles, au Daguestan et contre un avion de ligne russe en Egypte. Tous les États de l'Europe restent exposés à une vague de radicalisme, de terroristes et de recruteurs terroristes. La lutte contre Daesh représente donc notre cause commune.

Pourtant, **nous observons avec préoccupation que l'intérêt commun de nos États engagés au Moyen-Orient**, qui est de vaincre Daesh et son idéologie, **est éclipsé par d'autres questions et priorités**. Ce serait une grave erreur de diminuer actuellement la pression sur Daesh. Ce groupe peut actuellement perdre le territoire qu'il contrôle en Syrie et en Irak, tandis que ses capacités militaires et ses sources de revenus diminuent par nos actions ; mais cette organisation peut s'adapter, se regrouper, ou modifier les motifs de ses opérations. Ses combattants peuvent lancer des opérations dans de nouveaux domaines, et ce groupe est encore capable de mener des attentats terroristes meurtriers.

Pour vaincre Daesh, nous avons besoin de mettre en œuvre une stratégie réaliste et efficace pour combattre toutes les dimensions de son activité:

- Nous devons **collectivement soutenir les alliés régionaux pour faire reculer les territoires d'ISIS en Syrie et en Irak**, ainsi que les tentatives de Daesh de former des groupes en "provinces" sur d'autres territoires (Libye, Yémen, Caucase, Sinaï).

Nos pays doivent fournir une assistance et un appui pour aider la résilience de l'Irak et des autres États de la région et pour créer des coalitions nationales incluant les groupes

4 Avoiding War in Europe: how to reduce the risk of a military encounter between Russia and NATO, *Task Force on Cooperation in Greater Europe*, August 2015, <http://www.europeanleadershipnetwork.org/medialibrary/2015/08/18/2f868dfd/Task%20Force%20Position%20Paper%20III%20July%202015%20-%20English.pdf>

qui combattent Daesh sur le terrain et désireux de collaborer à l'unité de leur pays.

- Nous devons **vaincre le réseau terroriste de Daesh** qui traverse les territoires, comme le confirme le nombre d'attaques menées au cours de ces derniers mois. Le danger particulier de Daesh semble être son potentiel d'utilisation de citoyens radicalisés et de résidents dans nos pays avec l'expérience du combat. La propagande et l'orientation de Daesh peuvent également agir comme une source d'inspiration pour des attaques de « loup solitaire ».

Nos pays devraient évoluer vers un nécessaire désengagement de leurs opérations aériennes antiterroristes sur la Syrie, au profit d'une forme de coordination des activités militaires dans la région ; les Etats devraient également intensifier les échanges d'informations sur la sécurité, le renseignement et sur la lutte contre le terrorisme ; mener des opérations conjointes pour cibler les réseaux financiers et les sources de revenus de l'organisation Daesh, et travailler au niveau des Nations Unies et dans d'autres organisations internationales pour renforcer le cadre juridique de lutte contre le terrorisme.

- Nous devons **contrer l'idéologie de Daesh** assimilable à un culte, qui veut établir un califat islamique et de purger « les infidèles » des terres musulmanes. Ce message, transmis par de multiples canaux, y compris par le cyberspace, résonne auprès de très petits groupes d'individus dans nos propres Etats. Les vrais griefs des Sunnites en Irak et en Syrie alimentent aussi le recrutement de Daesh.

Par la coopération nous pourrions faire plus pour faire face à la propagande et à l'idéologie extrémiste de Daesh. La coopération peut comprendre l'échange d'expériences avec la participation des communautés musulmanes et d'érudits musulmans, la lutte contre la radicalisation, l'identification de meilleures pratiques sur la réhabilitation et la réinsertion des délinquants extrémistes violents, et la lutte contre la propagande de Daesh réalisée sur le cyberspace.

- Nous ne pouvons pas laisser d'autres organisations terroristes prendre la place laissée par l'affaiblissement de Daesh ou par sa disparition complète, y compris les organisations Jabhat al-Nusra ou d'autres affiliés à Al-Qaïda. Cela exige de lier nos efforts pour lutter contre le groupe Daesh en même temps qu'on travaille la résolution du conflit syrien et à l'effort de reconstruction post conflictuel dans la région.

3. Amener le conflit syrien à sa fin

Après cinq années d'une guerre civile brutale, les forces gouvernementales syriennes semblent reprendre l'initiative dans un certain nombre de territoires. Pourtant, même si les troupes syriennes et leurs alliés au sol sont en mesure de faire des progrès significatifs, il est difficile de savoir, comment assurer la stabilité et la bonne gouvernance dans les territoires récupérés, qui fournira l'énorme aide financière nécessaire à leur reconstruction, et si les Syriens déplacés seront prêt à revenir dans leurs foyers. En d'autres termes, même si une solution militaire peut être imposée et **l'opposition modérée être vaincu, cela pourrait constituer le début d'une nouvelle phase de la crise syrienne.**

Nous soutenons **les efforts visant à maintenir la cessation des hostilités entre le gouvernement et ses forces d'appui et l'opposition armée**, surtout si elle rend possible l'acheminement de l'aide humanitaire. Une cessation des hostilités, menée par les Etats-Unis et la Russie, créera un espace pour la poursuite des pourparlers entre le gouvernement et l'opposition, sous les auspices de l'ONU et du Groupe de soutien international à la Syrie et constituera la meilleure chance depuis des années pour arrêter ce conflit. **Pourtant, nous restons profondément préoccupés sur la pérennité des accords de cessez-le feu.** Nous craignons qu'ils puissent être utilisés par toutes les parties pour renforcer et regrouper des forces avant de nouveaux combats.

Nous devons travailler à une solution réaliste qui mettrait fin à la souffrance du peuple syrien, créer des conditions pour le redressement national, traduire en justice les auteurs de violations flagrantes des droits de l'homme, et assurer la poursuite de l'Etat syrien sur une base unitaire, en ligne avec les règles directrices énoncées par la Résolution 2254 du Conseil de sécurité des Nations Unies. Alors que le processus sera dirigé par les syriens, il est clair pour nous que les plus importants acteurs extérieurs doivent parvenir à un accord sur les principaux éléments du processus et sur l'état final recherché. Il faut aller au-delà des vœux pieux et mettre en place des paramètres pour la préparation d'un nouvel accord constitutionnel.

Le plan de transition pour la Syrie devra inclure la prolongation de l'existence d'éléments importants du gouvernement actuel et de son appareil d'Etat, ainsi qu'offrir un partage durable du pouvoir avec l'opposition modérée, le respect du droit des minorités, et des garanties de sécurité et de non persécution pour les combattants (sauf pour ceux qui sont responsables de crimes de terrorisme et de guerre). Il faudra aussi que la nouvelle constitution accorde un statut aux régions kurdes en Syrie dans le respect de l'unité territoriale de la Syrie.

Pour un certain nombre d'Etats européens, la destitution du président Assad est devenue une priorité moindre, mais la perspective de voir Assad rester au pouvoir au-delà de la fin du processus de transition reste, pour eux, une ligne rouge. Pour éviter ce problème, il pourrait être suggéré que Assad démissionne de ses fonctions et se mette en retrait « volontaire » de la vie politique à un moment de cette transition. Cette décision devrait être liée à de nouvelle élection présidentielle, donnant aux syriens le pouvoir ultime de décider de la direction de leur pays.

La nécessité de créer un nouveau système de sécurité pour le Moyen-Orient

Les trois sujets que nous avons soulevés ci-dessus sont les plus urgents. Mais nous croyons que la stabilité à long terme de la région serait mieux servie par la création d'un système de sécurité régionale incluant tout le Moyen-Orient. Nous rejetons l'idée que la région et ses frontières doivent être fondamentalement redéfinies, par exemple le long des lignes ethniques ou sectaires, chiites et sunnites.

Nous sommes conscients que de nombreuses tentatives précédentes pour créer un tel système ont échoué, et il ne peut être imposé sur la région par des puissances extérieures. Nous suggérons cependant que l'expérience du processus d'Helsinki en Europe et les modalités de travail de l'OSCE pourrait être utile pour les acteurs régionaux qui veulent poursuivre cet objectif, et nous sommes prêts à soutenir ce processus.

Signataires

Adam Daniel Rotfeld, ancien ministre des Affaires étrangères, (Pologne) (co-président de la Task Force);

Igor S. Ivanov, ancien ministre des Affaires étrangères, Président du Russian International Affairs Council, membre correspondant de la Russian Academy of Sciences (Russie) (co-président de la Task Force);

Des Browne, ancien secrétaire d'Etat à la Défense (RU) (co-président de la Task Force);

Özdem Sanberk, Directeur du International Strategic Research Organisation, ancien sous-secrétaire du Ministre des Affaires étrangères, (Turquie) (co-président de la Task Force);

Malcolm Rifkind, ancien Secrétaire aux affaires étrangères et à la défense (RU);

Tony Brenton, ancien Ambassadeur en Russie (UK);

Hikmet Cetin, ancien ministre des Affaires étrangères (Turquie);

Tarja Cronberg, ancienne députée du Parlement Européen et ancien Directrice du Copenhagen Peace Research Institute (Finlande);

Borys Tarasyuk, ancien Ministre des Affaires étrangères (Ukraine);

Anatoliy Adamishin, ancien ministre des Affaires étrangères et Ambassadeur au Royaume Uni, Président de l'Association of Euro-Atlantic Cooperation, et Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la Fédération de Russie (Russie);

Paul Quilès, ancien Ministre de la défense (France);

Alexei Gromyko, Directeur de l'Institute of Europe of the Russian Academy of Sciences (IE RAS) (Russie).

Ce document est publié au nom des membres signataires de la Task Force et non pas de l'ensemble de la Task Force.

Des mises à jour sur les activités de ce projet seront ajoutés sur les sites internet de ELN, PISM, RIAC et USAK aux adresses suivantes :
www.europeanleadershipnetwork.org; www.pism.pl; www.russiancouncil.ru;
www.usak.org.tr.

Pour plus d'informations sur le projet,
merci de contacter une des personnes suivantes :

Thomas Frear
Research Fellow, ELN, London
tomf@europeanleadershipnetwork.org | Tel: +44
(0)203 176 2553
www.europeanleadershipnetwork.org

Piotr Koscinski
Program Coordinator, PISM,
Warsaw koscinski@pism.pl | Tel:
+48 (22) 556 80 00 www.pism.pl

Andrei Kortunov
Director-General,
RIAC, Moscow
akortunov@neweurasia.ru | Tel: +7
(495) 225 6283 www.russiancouncil.ru

Ambassador
Özdem Sanberk
Director, USAK,
Ankara
merkez@usak.org.tr | Tel: +90
(0312) 212 28 86 www.usak.org.tr

Relations avec la presse

Shata Shetty, Deputy Director of the European Leadership Network Tel: (+44)
(0) 203 176 2554
Email: shatas@europeanleadershipnetwork.org

Task Force on Cooperation in Greater Europe

The Task Force brings forward proposals to allow all countries of the region to decisively break with the costly legacy of the Cold War and focus more effectively on meeting the emerging political, economic, and security challenges of the 21st century. It addresses the causes of current levels of mistrust between key countries and actors in the region, has trust-building as a central theme in its deliberations, and sets out a rationale and vision for a cooperative Greater Europe and a range of practical steps necessary to move the international relations of the continent in that direction.

The Task Force is comprised of distinguished former political, military and diplomatic figures. It is supported by, and draws on, independent analytical work by the European Leadership Network (ELN), the Russian International Affairs Council (RIAC), the Polish Institute of International Affairs (PISM), and the International Strategic Research Organisation in Ankara (USAK).



PISM

